



Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES – CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE AU SÉNÉGAL

Projet « Projet d'appui à l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes au Sénégal » (PAFEJ).

Poste :	Conseiller.ère juridique volontaire
Pays d'affectation:	Dakar, Sénégal
Durée:	12 mois
Date de début:	Mars 2024
Langue de travail:	Français
Conditions:	Mandat sur place : Les mandats sont de nature volontaire. Les billets d'avion aller-retour sont inclus et des allocations sont versées pour permettre de couvrir les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances). Le mandat est non accompagné. Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Avocats sans frontières Canada (ASFC)

[Avocats sans frontières Canada](#) est une organisation de coopération internationale qui, depuis 20 ans, contribue à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

L'organisation compte plus de 140 actrices et acteurs de changement et des dizaines de partenaires. Nous intervenons à travers huit programmes de coopération internationale d'envergure au Honduras, au Guatemala, au Salvador, en Colombie, en Haïti et au Mali. Des activités sont aussi mises en œuvre en Ukraine, en République démocratique du Congo, au Bénin et au Burkina Faso.

Contexte

ASFC est présentement à la recherche d'un.e conseiller.ère juridique volontaire pour son projet « Projet d'appui à l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes au Sénégal » (PAFEJ).

Le projet PAFEJ, d'une durée de six ans, est mis en œuvre par Développement international Desjardins (DID) et financé par Affaires Mondiales Canada. Ce projet vise à renforcer l'autonomie économique et sociale des femmes et des jeunes diplômé.e.s dans trois régions du sud du Sénégal (Tambacounda, Kolda, Sédhiou) et dans deux départements de Dakar (Rufisque et Guédiawaye) à travers la mise en œuvre d'une stratégie coordonnée favorisant leur inclusion financière et le respect de leurs droits.

Dans le cadre de ce projet, ASFC est à la recherche d'un.e conseiller.ère juridique volontaire afin de concevoir et mettre en œuvre des activités de sensibilisation, formation et plaidoyer, sur les droits économiques et sociaux des femmes et le droit à un travail décent auprès de groupes de femmes et du personnel d'institutions financières. La personne sélectionnée participera également à la conception et la rédaction d'un rapport sur les obstacles juridiques à l'inclusion financière des femmes sénégalaises.

Toutes ces activités seront menées par un partenaire sénégalais, l'Association des juristes sénégalaises (AJS), en collaboration avec ASFC et en suivant les lignes directrices et orientations de l'équipe du projet de DID.

Description des organisations partenaires

Le/La volontaire sera amené.e à collaborer principalement avec AJS et l'équipe de projet de DID à Dakar.

L'AJS est une association, créée en 1974, regroupant des professionnelles du droit. Elle a notamment pour mission de promouvoir, vulgariser et contribuer à la protection des droits de la personne humaine et plus particulièrement ceux des femmes et des enfants.

Le/La conseiller.ère juridique volontaire appuiera notamment l'équipe de l'AJS dans la conception et la dispensation de modules de formation sur les droits économiques et sociaux des femmes auprès de groupes de femmes, ainsi que sur des actions de plaidoyer relativement aux droits économiques et sociaux des femmes sénégalaises auprès d'instances nationales/régionales/internationales. Le/La conseiller.ère juridique volontaire appuiera également l'AJS relativement aux activités de sensibilisation sur les droits économiques et sociaux des femmes qui seront menées auprès des institutions financières partenaires. De plus, il/elle sera appelé.e à collaborer avec DID et l'AJS relativement à la rédaction d'une étude sur les obstacles juridiques à l'inclusion financière des femmes sénégalaises.

Pour sa part, DID contribue depuis 50 ans au renforcement de l'autonomie économique de populations vulnérables dans les pays en développement, en offrant des services d'appui technique et d'investissement dans le secteur de la finance inclusive.

Le/la conseiller.ère juridique volontaire collaborera avec l'équipe du projet de DID à Dakar relativement aux activités du projet qui seront menées par ASFC.

Sécurité

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme.

Les candidat.e.s sélectionné.e.s sont formé.e.s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles, dont les politiques institutionnelles. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité.

Description du poste

Le/La conseiller.ère juridique volontaire sélectionné.e sera appelé.e à collaborer dans le secteur des droits économiques et sociaux. De manière générale, il/elle est appelé.e à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains, telles que la documentation, l'analyse de problématiques de droits humains et la rédaction de rapports thématiques, l'élaboration de modules de formation et de sensibilisation sur les droits économiques et sociaux des femmes et le droit à un travail décent ou encore, le soutien à la conception d'actions de plaidoyer sur une des thématiques spécifiques précédemment énoncées.

Concrètement, le/la volontaire peut être amené.e à réaliser les tâches suivantes :

- Réaliser des recherches et analyses, et participer à la rédaction de documents juridiques sur les droits économiques et sociaux;
- Analyser la jurisprudence et la systématiser;
- Coordonner le processus de collecte, l'analyse et la triangulation des informations pour la préparation de documents;
- Concevoir et offrir des modules de formation sur les droits économiques et sociaux et le droit au travail décent;
- Participer à la conception d'une stratégie de sensibilisation sur les droits économiques et sociaux des femmes destinée aux institutions financières et mettre en œuvre les activités prévues;
- Participer à la conception et à la réalisation d'actions de plaidoyer auprès des autorités;
- Analyser et participer à l'élaboration de stratégies et arguments juridiques;
- Assister à des audiences thématiques et/ou des conférences en lien avec les droits économiques et sociaux des femmes et le droit à un travail décent;
- Participer à la rédaction de documents soumis à des instances régionales et internationales;
- Participer aux réunions de coordination des activités;
- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (principalement pour le site web d'ASFC);
- Appuyer le renforcement organisationnel incluant l'organisation du travail, la gestion de l'information, les communications, etc.

Qualifications

- Formation universitaire en droit;
- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit international des droits humains, droit international des droits économiques, sociaux et culturels, droit international du travail;
- Connaissances des mécanismes de protection des droits humains onusiens et africains et connaissances du fonctionnement de l'Organisation internationale du travail;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à vulgariser des concepts complexes juridiques à un public non-juriste;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les standards en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs d'ASFC;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);

- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en matière de formation et de sensibilisation juridique;
- Expérience en gestion de projet et connaissance de la gestion axée sur les résultats;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes en situation de vulnérabilité;
- Expérience de travail dans un pays d'Afrique de l'Ouest;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique du Sénégal;
- Expérience en matière de plaidoyer.

Conditions d'admissibilité

- Être couvert.e par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ.

Processus de sélection

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) à recrutement.pcv@asfcanada.ca en indiquant dans l'objet « Conseiller.ère juridique volontaire au Sénégal » **au plus tard le 8 octobre 2023.**

Nous remercions tous.tes les candidat.e.s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.